

# MAIRIE DE DRAGUIGNAN

DÉPARTEMENT



DU VAR

## ARRETE TEMPORAIRE DE CIRCULATION N°A 2017- 2292

Richard STRAMBIO, maire de la ville de DRAGUIGNAN,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2122.28, L 2212.1 à L 2213.6,

Vu le code pénal,

Vu le code de la route,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie - signalisation approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié),

Vu le règlement de voirie communal du 08 décembre 2010,

Vu la permission de voirie délivrée à ENEDIS le 26 octobre 2017 par le Conseil départemental du Var

Vu la permission de voirie délivrée à ENEDIS le 27 octobre 2017,

Vu la demande du 28 novembre 2017, présentée par la société AZUR TRAVAUX – demeurant rue des Genêts – 83170 BRIGNOLES, concernant des travaux de raccordement du poste électrique Fontcabrette

### ARRETE

ARTICLE 1 : Afin de permettre la réalisation des travaux cités ci-dessus,

**Sur le chemin des Grandes Pièces:**

- La vitesse sera limitée à 30 km/h
- La circulation sera réglementée par chaussée rétrécie
- Les tranchées seront balisées par des barrières de type Altrad liées entre elles
- Les tranchées seront effectuées à l'avancée du chantier
- La durée d'ouverture de fouille ne devra pas excéder cinq jours

ARTICLE 2 : Cette réglementation commencera à courir le :

MERCREDI 06 DECEMBRE 2017 pour une durée de CINQ SEMAINES.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire sera conforme à l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie) et au manuel du chef de chantier sur la signalisation temporaire émis par le Ministère de l'équipement, des transports et du logement (CF 13)

Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux qui est et demeure entièrement responsable de tous incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

Les panneaux seront entièrement rétrorefléctorisés et mis en place au moins 48h avant le début des travaux.

Le présent arrêté devra également être affiché sur le chantier.

**ARTICLE 4** : Les officiers de police judiciaire territorialement compétents sont autorisés en cas de besoin, à faire appel à un garagiste agréé par les services préfectoraux pour procéder à l'enlèvement de tout véhicule en stationnement irrégulier.

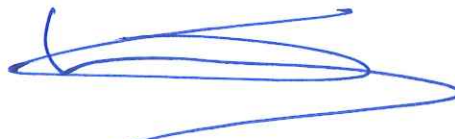
Les frais de telles interventions sont à la charge des contrevenants.

**ARTICLE 5** : M. le directeur général des services,  
M. le directeur général des services techniques,  
M. le chef de la police municipale  
M. le commissaire principal de police,  
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision, et rappelle qu'un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication, est ouvert pour contester la présente décision devant le tribunal administratif de Toulon.*

DRAGUIGNAN, le            - 1 DEC. 2017

P/Le maire,  
Le directeur général des services techniques,



**Richard VARENNE**